

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 135

JUIN 2023

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Opposition russe

Ils risquent de lourdes peines et donc leur propre liberté pour protester contre la guerre. Mais l'opposition en Russie reste bien vivante. Une interview avec deux personnes concernées. PAGE 4

Les femmes, l'armée et les réseaux sociaux

De nombreux gouvernements misent sur les influenceuses pour attirer la jeune génération et plus particulièrement les femmes dans l'armée. Une évolution inquiétante. PAGE 5

Désarmement nucléaire

La Suisse en fait encore trop peu en matière de désarmement nucléaire. Au contraire : elle détient même des parts financières de fabricants d'armes nucléaires et rechigne encore à signer le traité d'interdiction des armes nucléaires. PAGE 7



COLLABORATION AU PROCHAIN GRAND PROJET

Intéressé-e ? Annoncez-vous à gssa@gsoa.ch



Manifestation, Berne : Un an de guerre en Ukraine

Photo: CC BY-NC 4.0, liveit.ch/Manuel Lopez

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Nous vivons des temps difficiles et les événements ou développements politiques positifs sont des denrées rares. Une année après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, nous avons manifesté à Berne contre le soutien de la Suisse à la machine de guerre poutinienne. Vous trouverez de plus amples informations concernant cette commémoration ainsi que le dossier Suisse-Ukraine-Russie aux pages 2 et 4. En mars, les chiffres des exportations de matériel de guerre ont été publiés. Vous retrouverez notre avis sur ces tristes records à la page 3.

Ce numéro contient toutefois aussi des nouvelles positives, notamment deux articles sur un avenir pacifique : à la page 6, un texte parle de la *Gun Free Kitchen Table*, un projet israélien dans lequel des femmes s'engagent pour le contrôle des armes et le désarmement. À la page 7, vous trouverez un texte dans lequel l'un de nos membres présente une vision intéressante de ce à quoi notre monde ressemblera en 2043. Et comme il faut aussi un peu de nostalgie pour voir l'avenir d'un œil positif, vous trouverez un article sur les liens complexes entre le GSSA et les avions de combat en fin de journal. C'est également à la dernière page que figure un bon de commande pour les t-shirts, spécialement confectionnés pour fêter les 40 ans du GSSA !

Nous vous souhaitons une très bonne lecture,

Joris Fricker
Et toute l'équipe de rédaction

Impressum

Rédaction : Anja Gada, Andreas Weibel, Fabio Briante, Kilian Bello, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Noëmi Holtz, Oger, Pauline Schneider

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Parait au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

MANIFESTE ANTIMILITARISTE

Un projet intermédiaire couronné de succès

La guerre en Ukraine émeut la société et elle nous émeut aussi au sein du GSSA. C'est pourquoi nous avons lancé un projet ayant pour but de rassembler toutes nos positions actuelles dans un document. Le projet de manifeste antimilitariste a été accepté, en voici une vue d'ensemble. JORIS FRICKER

La moitié du monde parle de *Zeitenwende*, de changement d'époque (ndlt : terme utilisé en mars 2022 par Olaf Scholz pour décrire les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine). Quel est l'avis du GSSA ? Voilà la situation de départ qui a donné naissance au manifeste antimilitariste. Nous avons lancé ce projet début janvier, dans l'espoir de pouvoir organiser nos réflexions à ce propos. Le but était de faire accepter ce document lors de l'AG en mai et c'est avec cette date butoir en tête que nous avons

conçu le calendrier. Les groupes régionaux ont joué un rôle important dans ce processus. Durant des semaines, des membres se sont retrouvés aux quatre coins de la Suisse pour rechercher, discuter, écrire et structurer ce manifeste. Celui-ci couvre les aspects les plus importants de la politique du GSSA : pacifisme et antimilitarisme, armée, désarmement, neutralité, architecture de sécurité, matériel de guerre et place financière, conflit et climat. Les recherches de nos membres ont constitué les bases de ce texte,

qui a ensuite été rédigé par les secrétaires et soumis à l'AG pour amendements.

Nous sommes ravis que ce projet ait été si bien reçu lors de l'assemblée générale 2023 et qu'il soit à présent prêt à être diffusé. Un résumé est disponible sous forme de brochure (commande à l'adresse gssa@gssa.ch), et vous trouverez la version complète sur notre site. Grâce aux idées de nos groupes régionaux et au travail de rédaction des secrétariats, ce manifeste antimilitariste est tant un témoin des débats actuels qu'un document historique attestant de nos positions. On y trouve également nos revendications, formulées de façon conséquente, car il est plus urgent que jamais d'agir. Nous sommes heureux-euse que ce projet soit si réussi !

UN AN DE GUERRE

Rassemblés pour commémorer une année d'invasion russe en Ukraine

Le 22 février 2023, environ 200 personnes se sont rassemblées sur la Waisenhausplatz à Berne. Il faisait gris et froid, il pleuvait. Cependant, ce ne sont pas les conditions météo qui préoccupaient les plus les activistes pacifistes ce jour-là. Dans ce texte, nous attirons l'attention sur les endroits où se joue réellement une politique pacifiste antimilitariste conséquente. ANJA GADA

Poutine pourrait-il encore financer sa guerre sans les milliards qui lui parviennent de Suisse ? Poutine pourrait-il encore faire décoller ses avions sans les machines suisse à double usage qui se trouvent dans leurs moteurs ? Voici les questions que Jo Lang a posées à la foule rassemblée le 22 février. Ces mêmes questions n'ont pas trouvé de réponse depuis le début de la terrible guerre d'agression russe contre l'Ukraine. La majorité bourgeoise au parlement fait tout son possible depuis février pour détourner l'attention de la responsabilité qui incombe à la Suisse dans cette guerre. Les discours tournaient autour de la livraison de munitions, de déclarations de non-réexportation, de livraisons de chars allemands ou de l'augmentation de la contribution de la Suisse à l'aide humanitaire, dont le montant

est aujourd'hui si bas que ça en devient gênant. Ces mêmes politicien-nes évitent élégamment les discussions autour de la place financière, le commerce de charbon et de pétrole, les milliards d'oligarques, l'exportation de biens à double usage et les liens commerciaux avec Poutine et son entourage.

Les 200 manifestant-es pacifistes rassemblés sur le Waisenhausplatz le 22 février en ont assez. Un an après le 24 février 2022, il est temps pour la Suisse de prendre ses responsabilités en tant que plaque tournante des fortunes d'oligarques et de matières premières russes. Avant le début de la guerre, environ un tiers des recettes d'État de la Russie provenait de l'exportation d'énergies fossiles, surtout de pétrole et de gaz. Selon l'ONG Public Eye, 60%

de ces exportations transitent par la Suisse, par Zoug, Genève, Lugano ou Lucerne. Récemment, le Ministre américain des affaires étrangères a critiqué la Suisse. Selon Anthony Blinken, les sanctions ne sont pas appliquées assez strictement et la Suisse manque de volonté et de transparence concernant le gel des avoirs d'oligarques.

Lorsque nous demandons un arrêt définitif du financement de guerre de la Russie, on nous remet à notre place en répondant que, au lieu de cela, l'aide humanitaire à l'Ukraine sera augmentée. La réalité nous rappelle toutefois que, compte tenu de sa richesse, la Suisse fait figure de lanterne rouge en ce qui concerne le soutien financier de l'Ukraine.

C'est l'une des nombreuses raisons qui font que les événements tels que celui du 22 février sont absolument centraux. Nous devons continuer à attirer l'attention sur les aspects que les politiciens bourgeois aiment ignorer. Parlons de ce qui importe vraiment.

PERSPECTIVES

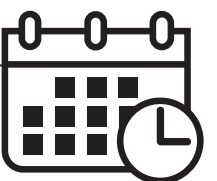
Save the date!

Du 23 au 25 juin 2023 aura lieu à Berne la rencontre européenne de l'ENAAT, le réseau européen contre le commerce des armes, et cette année, le GSSA est l'hôte pour ces quelques jours de discussions qui s'annoncent passionnantes. PAULINE SCHNEIDER

L'ENAAT fait entre autres campagne pour stopper l'inclusion de la recherche industrielle militaire dans le budget de l'UE. La coalition d'organisations qui en font partie militent toutes contre le lobby de l'armement qui se porte aujourd'hui mieux que jamais. Un rapport de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm, le SIPRI, a établi il y a quelque temps que les dépenses militaires européennes avaient atteint leur niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre froide, dopées par la guerre

en Ukraine. De l'importance donc d'échanger avec les autres groupes aux mêmes valeurs antimilitaristes que le GSSA, afin de trouver le plus de pistes possible pour contrer cette augmentation flagrante. Au programme ouvert à toutes et tous le vendredi soir 23 juin, une discussion ouverte sur le thème on ne peut plus actuel des armes nucléaires. Y participeront des parlementaires et responsables d'organisations diverses afin d'apporter un éclairage sur l'aspect à la fois international du sujet, mais

également sur le rôle de la Suisse. En effet, cette dernière a participé à l'élaboration du Traité d'interdiction des armes nucléaires, et le Parlement demande sa ratification depuis 2018. Pourtant, le Conseil fédéral continue de faire traîner ce dossier, alors même qu'avec la menace nucléaire brandie par la Russie, qui a annoncé en février suspendre sa participation au New Start, traité de réduction des armes nucléaires passé avec les Etats-Unis, un désarmement nucléaire mondial est aujourd'hui plus important que jamais. Vous trouverez toutes les informations sur cette rencontre à venir sur notre site internet gssa.ch, et nous nous réjouissons de votre présence lors de ces échanges !



EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE I

Plus d'exportations de matériel de guerre que jamais en 2022 !

C'est une histoire telle qu'elle ne peut se passer qu'en Suisse, pays prétendument neutre : une guerre sévit en Europe, la Suisse n'a jamais exporté plus de matériel de guerre et pourtant, l'industrie de l'armement implore la politique de lui donner de nouveaux droits. Pour le GSSA, la situation est claire : il est inacceptable de faire des bénéfices grâce à la mort JORIS FRICKER

En « temps de guerre », tout-e pacifiste redoute de découvrir les chiffres concernant les exportations de matériel de guerre. Et, quelle surprise : en 2022, la Suisse a exporté des armes pour un montant record de 955 millions ou, en ajoutant les zéros, pour 955'000'000 de francs.

Vous pensez qu'après la publication de ces chiffres, les représentant-es de l'industrie de l'armement se tairaient pendant un petit moment ? Détrompez-vous. Ils ont même pu récemment avoir rendez-vous avec le ministre UDC de l'économie, Guy Parmelin. On sait de source sûre qu'il s'agirait plutôt d'une heure de doléances, où les représentant-es en question ont pu se plaindre de l'état déplorable dans lequel se trouverait l'industrie. Iels ont demandé que cesse la « discrimination de leur industrie auprès d'organisations financières et éducatives », car « 30 années de feu roulant de la gauche auraient détruit le narratif de la Suisse vaillante. » (source : Die Wochenzeitung). Et oui, il s'agit là d'un compliment à notre groupe.

Une chose est sûre : ces paroles sont on ne peut plus ironiques au vu des chiffres de 2022. Et comme si ces jérémiades auprès du Conseil fédéral ne suffisaient pas, il semblerait que les partis bourgeois au parlement soient prêts à exaucer n'importe quel vœu de l'industrie de l'armement. La fameuse intervention parlementaire de Thierry Burkart (conseiller aux États PLR) qui aurait prétendument pour but d'autoriser la réexportation d'armes suisses vers l'Ukraine par d'autres États n'était en réalité qu'une tentative d'octroyer de nouveaux droits à l'industrie de l'armement. Ceci aurait fortement affaibli les règles plus strictes pour lesquelles le GSSA s'était tant battu avec le contre-projet à l'initiative correctrice. Les exportations vers divers États aux pratiques problématiques auraient ainsi pu être autorisées à nouveau, sans que l'Ukraine ne reçoive la moindre arme. Voici la politique de paix à la sauce bourgeoise : des distractions au profit des bénéfices pour l'industrie de l'armement.

C'EST DÉJÀ POSSIBLE !

Du côté du GSSA, nous avons réagi à ces chiffres avec une petite action. Nous avons parodié Burkart, Parmelin et Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem, les trois acteurs principaux de ce drame. Dans notre action, nous avons montré que les exportations d'armes vers des pays qui bafouent les droits humains sont déjà possibles aujourd'hui. Ah, nous ne l'avions pas encore évoqué, mais les plus grands importateurs de matériel de guerre suisse sont le Qatar,

suivi de près par l'Arabie Saoudite. À l'occasion de la publication des chiffres, le SECO a même organisé un « petit-déjeuner pour les médias ». Bien que notre invitation nous ait été retirée en dernière minute, nous avons réussi à nous glisser dans cet événement. Mais comme il s'agissait d'un évènement off *the record*, nous ne pouvons pas rapporter ici ce qui a été dit. Nous nous contenterons de ceci : pour le SECO, les intérêts de l'économie ont plus de poids que ceux des êtres humains.

Photo: © Anja Gada



EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE II

Le lobby du matériel de guerre sabote la politique extérieure de la Suisse

La question de la réexportation d'armes suisses à l'Ukraine est également discutée à l'étranger. Certains pays peinent à comprendre la logique derrière la politique d'exportation de la Suisse – et ils ont raison. MARTIN PARPAN

«La Suisse exporte des munitions et des armes dans des pays qui, d'un point de vue occidental, ne sont pas des démocraties, comme par exemple l'Arabie Saoudite. En tant qu'amie de la Suisse, je ne suis pas la seule à me demander comment la Suisse peut, sans hésiter, livrer des armes à ces pays, mais refuser d'en faire de même pour des voisins et des alliés qui veulent envoyer des munitions suisses à un pays au cœur de l'Europe qui se bat pour sa survie.» Voici les paroles de l'influente politicienne allemande Marie-Agnes Strack-Zimmermann (parti libéral) qui résume bien la situation : avec ses

politiques d'exportations contradictoires, la Suisse n'est plus crédible dans sa politique extérieure. Le cœur du problème n'est pas seulement que la Suisse hésite à livrer des armes à l'Ukraine, mais que, lorsqu'elle n'est plus sous le feu des projecteurs, elle se fiche de la neutralité qu'elle invoque dans ce contexte. Au cours des dernières années, mais également aujourd'hui, la Suisse livrait et livre toujours des armes à des pays en guerre ou des pays qui bafouent les droits humains (p.ex. l'Arabie Saoudite ou le Qatar). Autre chapitre tragique : entre les années 2000 et 2021, la Suisse a même livré

des armes d'une valeur de plus de 3 millions de francs à la Russie.

LES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE NUISSENT AUSSI À LA SUISSE

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la Suisse ne devrait pas rester les bras croisés, au contraire. En effet, le commerce de matières premières rapporte chaque mois des milliards à la Russie. Il est donc essentiel d'interdire le financement, l'importation et le commerce de matières premières russes. Les avoirs des oligarques russes doivent être confisqués et mis à disposition de l'Ukraine. Par ailleurs, afin d'éviter de nuire davantage à sa politique extérieure, la Suisse devrait voir la guerre en Ukraine comme une *Zeitenwende*, ou changement d'époque,

en mettant la politique de paix au centre de sa politique extérieure et en refusant de gagner de l'argent grâce à la guerre. Nous demandons depuis des années que la Suisse arrête d'exporter des armes. Pourtant, en ce moment, il semblerait que les représentants du lobby des armes, notamment le président du PLR Thierry Burkart, veuillent utiliser ce conflit pour créer des avantages pour l'industrie de l'armement. Avant la publication des statistiques d'exportations suisses d'armement, il a fait entendre que la survie de ce pan de l'industrie suisse était en danger et que les critères d'exportation devaient être assouplis. Or, les statistiques disent exactement le contraire. L'industrie de l'armement suisse a engrangé 955 millions en 2022, ce qui constitue un nouveau record, et frôle le milliard. La Suisse gagne toujours plus d'argent grâce à la guerre, au détriment des victimes de la guerre et d'une politique extérieure crédible.

DIPLOMATIE

Devoirs et défis pour la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU

Le 1^{er} janvier 2023, la Suisse devenait pour la première fois membre du Conseil de sécurité de l'ONU depuis son entrée aux Nations Unies 20 années auparavant. KILIAN BELLO

Ayant annoncé vouloir mettre en avant certains sujets préoccupants de notre époque lors de ses deux prochaines années de mandat (tels que la construction de la paix, la protection de la population civile dans les conflits armés et la sécurité climatique), siéger au sein de l'organe le plus important des Nations Unies semble donc être une opportunité sans pareille pour la Suisse de mettre en avant sa longue tradition humanitaire au profit de la paix.

Cependant, la situation internationale actuelle et les récents développements en matière

de politique extérieure suisse pourraient poser problème et mettre à mal ces ambitions. En effet, la Suisse devra faire avec un Conseil de sécurité plus divisé que jamais, bloqué par la Russie et son droit de veto dès que l'on touche à la question de la guerre en Ukraine. Ce blocage risque d'être particulièrement problématique pour la Suisse, pouvant aller jusqu'à ruiner ses espoirs de faire avancer le Conseil sur les questions humanitaires, ou du moins celles touchant à ce conflit. Sa volonté de renforcer l'efficacité du Conseil s'en trouve également mise à mal :

c'est justement lorsque les questions brûlantes d'actualité internationale touchent aux intérêts d'un des membres permanents du Conseil que celui-ci devient complètement inefficace.

Plus inquiétant encore, les récentes révélations de la presse quant à la pression des pays de l'OTAN sur la décision suisse d'adhérer ou non au Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)¹ laissent songeur sur la capacité de la diplomatie suisse à agir en tant qu'acteur véritablement indépendant. Il est à craindre que la Suisse, dans sa volonté de se rapprocher de ces pays, se laisse à nouveau soumettre face à ces puissances nucléaires. Il est une chose de ne pas pouvoir efficacement mettre en œuvre une

politique humanitaire internationale de par les enjeux politiques actuels et le fonctionnement problématique du Conseil, s'en est une tout autre d'y renoncer volontairement par peur de froisser des États alliés. La Suisse se doit donc de promouvoir au sein de son mandat une politique humanitaire ambitieuse, fidèle aux principes et aux valeurs qu'elle est supposée défendre, sans se soumettre aucunement aux puissances alliées, comme elle est en train de le faire dans le cadre du TIAN.

¹<https://www.letemps.ch/monde/exclusif-lotan-presse-suisse-ne-signer-traite-linterdiction-armes-nucleaires>

UKRAINE

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Les partis bourgeois se concentrent sur ce qui n'est pas important

Au cours des derniers mois, le terme «déclaration de non-réexportation» a attiré de plus en plus l'attention. Cet instrument a pour but d'éviter que du matériel de guerre suisse ne se retrouve dans des États qui violent gravement et systématiquement les droits humains. Le principe est relativement simple : si un pays comme l'Allemagne achète du matériel de guerre en Suisse, il signe une déclaration qui lui interdit la réexportation de ce matériel. ROXANE STEIGER

Les partis bourgeois critiquent fortement ces règles, qui, selon eux, rendent le soutien à l'Ukraine plus difficile. Pourtant, dans le cas de l'Ukraine, les munitions suisses n'auraient pratiquement pas influencé la guerre. Ces 12'000 projectiles auraient été tirés en 15 minutes. Tous les partis, du PLR au PS, ont surenchéri avec leur propositions pour assouplir ces règles et permettre à du matériel de guerre suisse d'être indirectement livré à l'Ukraine. La suggestion du PLR serait allée bien trop loin et aurait pra-

tiquement permis d'exporter des armes vers des États autoritaires. C'est la raison pour laquelle le PS est également entré dans le débat. Résultat : six interventions, que le parlement discute jusqu'à aujourd'hui et dont aucune n'a trouvé de majorité jusqu'à présent. En Effet, personne ne se concentre sur l'argent et donc les leviers qui permettraient réellement d'influencer le cours de la guerre. Jusqu'au début de cette dernière, la Russie vendait du gaz et du pétrole dans le monde entier grâce à des en-

treprises suisses. Les autorités ne savent pas si ce commerce continue encore en Suisse, car il n'existe pas de données à ce propos.

Ce débat autour de l'exportation des armes détourne l'attention de ce que la Suisse pourrait vraiment faire et sert uniquement à l'ambition bourgeoise d'assouplir la loi sur le matériel de guerre. En abrogeant la déclaration de non-réexportation, la Suisse n'aurait plus aucun contrôle sur les pays destinataires, vidant ainsi de sa substance le contre-projet à l'initiative correctrice. Celui-ci est entré en vigueur en mai 2022 après avoir obtenu une large majorité au parlement. N'oublions pas, par ailleurs, que malgré le succès de l'initiative correctrice, il existe toujours d'importantes lacunes dans la législation sur le matériel de guerre. Les autorités ont en effet le droit de renoncer à des déclarations de

non-réexportation dans le cas de pièces détachées ou d'éléments d'assemblage, qui seront utilisés à l'étranger pour construire des armes. Aujourd'hui, la moitié du matériel de guerre vendu sans déclaration de non-réexportation est livré à des pays qui le revendent à des États violant gravement et systématiquement les droits humains ou qui participent à des conflits armés.

La Suisse serait 100% conséquente si elle n'exportait aucune arme, ce que le GSSA demande depuis des années. D'une part parce que les armes sont produites pour tuer, et non pour amener la paix. D'autre part parce que cela permettrait d'avoir une vision beaucoup plus claire de la neutralité. Par ailleurs, notre position de non-exportation d'armes vers des pays en conflit ou qui violent les droits humains s'en retrouverait également renforcée.

FINANCEMENT DE LA GUERRE

Neutralité et commerce de matières premières

Grâce à sa neutralité, la Suisse est devenu un pôle du commerce de matières premières – aussi du commerce indécents. JOSEF LANG

Ce n'est pas le commerce de matières premières dans sa totalité qui est suspect. Et jusqu'à l'annexion de la Crimée en 2014, il en allait de même pour les liens commerciaux avec la Russie. Par contre, les entreprises qui servent directement les intérêts de Poutine comme *Gazprom* ou *Rosukrenergo* à Zoug ou *Gunvor* à Genève l'était bel et bien, tout comme *Crown Resources*, qui appartient à des oligarques russes. Cette entreprise pétrolière basée à Zoug avait l'habitude d'affréter des pétroliers moribonds. L'un d'entre

eux, qui, ironiquement, portait le nom de Prestige s'était retrouvé en avarie en automne 2002 au large de Finisterre, polluant toute la côte atlantique jusqu'au Sud de la France. L'entreprise moscovite *Crown Resources* s'était implanté à Zoug en raison de la présence de la Marc Rich AG, ancien nom de Glencore. Ces deux entreprises avaient de forts liens commerciaux avec l'Est, ce qui incluait la livraison de pétrole soviétique dans le régime d'Apartheid, malgré le Boycott et grâce à la neutralité.

L'étendue de l'indécence dont font preuve ces entreprises s'est montré en 2006. À l'époque, l'autocrate russe a mené une guerre gazière contre l'Ukraine. En plein milieu de l'hiver, il a ordonné l'interruption des livraisons de gaz grâce à deux entreprises zougaises, *Gazprom* et *Rosukrenergo*. Gerhard Pfister avait alors proposé d'envoyer une délégation entièrement bourgeoise à Berne après ces critiques contre des entreprises et le modèle zougais. C'est l'auteur de ce texte que visait le Conseiller national PDC. Luzian Franzini, député au Conseil cantonal zougais, a résumé la situation dans le dernier numéro en date du *Bulletin* (mars 2023) : « Tandis que

les Alternatifs zougais se distancient de la mafia de l'Est, notamment en soutien à l'Ukraine, Pfister se distancie de cette critique et demandait la non-réélection d'un critique notoire. Aujourd'hui, Pfister se présente comme grand ami de l'Ukraine. »

L'actuel président du Centre n'a également jamais critiqué Glencore, cette entreprise qui a aidé à combler un trou financier de 11 milliards pour Poutine en 2016. Cette aide était particulièrement indécente, car une grande partie est passée dans les caisses de guerre russes et équivaut à 1300 fois la valeur de 12'400 obus pour canons antiaériens. Leur réexportation étant interdite, Pfister a demandé en avril 2022 : « À partir de quel point la neutralité est-elle indécente ? ». S'agit-il d'un lapsus freudien ?

INTERVIEW

«Si nous ne l'arrêtons pas maintenant, il continuera.»

Le magazine DOXA, fondé par des étudiant-es, est devenu un bastion de la résistance journalistique ces derniers mois. Malgré les campagnes de désinformation du Kremlin et la censure de la presse, le média arrive à publier des textes contre la guerre, la dictature et l'injustice sociale. Maria Menchikova, actuellement doctorante en Allemagne et rédactrice chez DOXA s'entretient avec S.*, ancien rédacteur de DOXA au sujet de la situation actuelle pour l'opposition russe. UNE INTERVIEW D'ANJA GADA

Comment l'opposition russe est-elle organisée aujourd'hui ?

S : En ce moment, il n'y a pas d'opposition unie. Une partie des militant-es se trouvent en Russie. Toutefois, des procédures pénales sont en cours contre un bon nombre d'entre eux et elles, raison pour laquelle ils et elles sont nombreux à avoir quitté le pays. Bien entendu, il y a des divergences quant aux différentes formes d'action. Certaines personnes sont actives dans le domaine du journalisme, comme nous, et misent sur des campagnes non-violentes. D'autres sabotent activement la machine de guerre. Toutefois, la poursuite pénale de militant-es ne date pas du début de la guerre. Lorsque la Russie a organisé la Coupe du monde de football, le gouvernement avait déjà essayé d'accuser les militant-es de délits qu'il avait fabriqués de toute pièce.

M : En 2018 déjà, les répressions étaient si graves que certaines personnes écopiaient déjà de peines de prison allant jusqu'à 18 ans. J'ai

*nom connu de la rédaction

l'impression que le gouvernement essayait déjà à l'époque de faire régner la terreur et de faire taire les critiques avant le début de la guerre d'agression.

Sentez-vous le soutien de la communauté internationale ?

S : Très peu. Jusqu'à l'année passée, la France exportait des biens militaires et de l'équipement policier au Kremlin. L'importation de gaz et de pétrole russe par les pays occidentaux est également une façon de soutenir Poutine. Jusqu'en 2022, les sanctions dures contre la Russie étaient pratiquement inexistantes. De plus, un grand nombre de sanctions ne sont pas efficaces et peuvent même faire plus de mal que de bien. Car les gouvernements occidentaux et les acteurs privés n'ont pas pu se mettre d'accord sur les buts que ces sanctions étaient censés atteindre. Il serait essentiel de geler les avoirs des oligarques et de stopper les exportations d'armes vers la Russie. C'est dans ces domaines qu'il faudrait en faire davantage.

Les sanctions font souvent l'objet de critiques, car elles touchent également la population civile. Quelle est la situation aujourd'hui en Russie ?

M : Les Russes ont l'habitude de l'inflation. Je pense que c'est grâce à certaines personnes « compétentes » au sein du gouvernement russe que l'économie ne s'est pas encore effondrée. Par ailleurs, en Russie, l'Etat soutient très fortement les personnes les plus pauvres, afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent dans la misère la plus totale. Toutefois, les sanctions ont leurs limites, car les routes commerciales mondialisées permettent à un pays de contourner les sanctions en passant par d'autres États.

Comment pourrait-on mettre un terme à l'autocratie de Poutine ?

S : Il faudrait un échec militaire cuisant. Ensuite, la population russe devrait s'organiser pour faire chuter le régime. Vladimir Poutine est un impérialiste et même si je n'aime pas dire cela, si nous ne l'arrêtons pas maintenant, il continuera tout simplement.

M : Je me pose cette question chaque jour. Pour moi, il est important de soutenir des structures déjà existantes telles que des librairies, des refuges pour animaux, ainsi que des cafés et des initiatives citoyennes indépendantes. C'est grâce à ce genre d'organisations que

les gens apprennent à s'organiser, même si la cause n'est pas politique. Ce qu'il nous faut, ce sont des actions collectives et un vaste mouvement venant du bas.

Vous trouverez l'interview complète (en allemand) sur <https://gsoa.ch/kategorie/zeitungsartikel/>

Répressions contre des opposant-es au régime

Selon Mediazona, un portail d'information indépendant russe, il y a eu 94 incendies criminels visant des centres de recrutement russes et environ 300 actes de sabotage sur des infrastructures ferroviaires depuis le début de la guerre. Près de 10'000 personnes ont été arrêtées en Russie lorsqu'elles participaient à des manifestations contre la guerre ; des procédures pénales ont été lancées contre environ 537 parce qu'elles ont participé à des actions contre la guerre et 32 personnes ont été torturées. Il y a quelques semaines, une procédure pénale a été engagée contre Maria pour "appel au terrorisme". Dans son pays, elle encourt une peine de prison allant jusqu'à 5 ans.

MILITARISATION

Le militarisme dans la culture du net

L'armée veut utiliser des influenceuses pour sa guerre psychologique, un développement inquiétant pour les antimilitaristes. ROXANE STEIGER

Afin d'augmenter le nombre de femmes dans l'armée, Viola Amherd mise sur plusieurs stratégies de communication. Elle a, entre autres, récemment commencé à construire un réseau d'influenceuses qui font de la publicité pour le service militaire sur les réseaux sociaux. On les voit dans des selfies sur Instagram ou TikTok en treillis avec des filtres amusants. Elles posent de façon lascive à la plage, au fitness, en sortie avec leurs amies de l'armée et en action à l'école de recrues. Elles sont bien maquillées et utilisent des hashtags comme #armygirl, #womanpower, #strongwoman ou #militarycurves. Les milliers de followers commentent en utilisant des cœurs et des flammes pour exprimer leur admiration. La Suisse n'est pas le seul pays à avoir recours à cette stratégie. En effet, de nombreux États

misent sur les influenceuses pour attirer la jeune génération et en particulier les femmes dans l'armée.

ARME DE GUERRE PSYCHOLOGIQUE

L'armée des États-Unis, par exemple, mise depuis longtemps sur cette stratégie. Selon *Dazed*, un magazine en ligne, ces influenceuses ou *Psychological Operations Specialists* font partie des instruments de recrutement les plus efficaces de l'armée. Le but de ces opérations est de transmettre certaines informations à certains groupes cibles afin que ceux-ci aient des réflexions et émotions qui correspondent aux objectifs de l'armée américaine. Il s'agit là d'un élément d'une guerre psychologique menée pour influencer la perception et le comporte-

ment de la société civile. La culture militaire et ses valeurs sont normalisées et la carrière de soldate romantisée.

MILITARISME SEXUALISÉ

Le militarisme est traditionnellement associé à des idéaux classiques de masculinité et de féminité. L'identité masculine est associée à l'armée et à des traits de caractère comme la violence, l'agressivité, la dominance et le fait d'être un dur-à-cuire. La féminité telle qu'elle est perçue dans ce milieu est, elle, associée à la faiblesse et le besoin de protection et de soutien. Les influenceuses, de leur côté, projettent une image de femme forte qui sait se défendre. Cette image est fortement marquée par le male gaze, donc la façon dont un homme cis hétérosexuel voit une femme. Ce n'est pas un hasard si ces femmes sur les photos répondent à certains critères de beauté et ont une apparence très féminine. Le

message est clair : les femmes dans des environnements majoritairement masculins sont perçues comme des « girlboss » qui sont attirantes justement parce qu'elles appartiennent à une minorité dans l'armée. L'argument féministe de l'égalité est donc également utilisé pour rendre ces femmes attirantes. Car elles ne sont pas censées paraître masculines, ces images le montrent bien. Ces représentations sur les réseaux sociaux sont une forme de militarisme hypersexualisé. La violence y est représentée comme quelque chose de mignon, niais, innocent ou même attirant grâce aux selfies, filtres et hashtags. Pour nous antimilitaristes, il s'agit là d'un développement alarmant car le militarisme peut ainsi se répandre sans obstacle dans la culture du net et dans la pop culture et de là, peu à peu, dans la société.

SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Sous-dotation de la protection civile : la faute de l'armée, mais c'est au service civil de recoller les morceaux

Les attaques contre le service civil continuent. Cette fois, elles ne viennent pas du parlement, mais du Conseil fédéral. Des personnes effectuant leur service civil devraient être forcées d'aider la protection civile, en sous-effectif. Ironiquement, c'est l'armée qui est responsable de ce manque de personnel. JONAS HEEB

Dans notre dernier numéro, nous parlions déjà des attaques contre le service civil lorsqu'il était question de faire fusionner ce dernier avec la protection civile. Heureusement, le Conseil fédéral rejette cette motion, mais cela ne signifie pas qu'il est contre un rapprochement entre les deux services, ce qui affaiblirait le service civil. Jusqu'à début mai, un projet de loi visant à pouvoir forcer des civilistes à des interventions de protection civile était en consultation. Par ailleurs celles et ceux qui seraient déclarés inaptes après l'école de recrue devraient pouvoir être obligés de servir dans la protection civile. Le DDPS veut résoudre le problème de la sous-dotation en effectif de la protection civile. Cependant, il s'agit plus d'un problème de répartition, puisque

le service civil est une compétence cantonale. Dans le même message, le Conseil fédéral refuse de procéder à des répartitions d'employés de la protection civile vers des cantons voisins. Pourtant, cela résoudrait quasiment entièrement le problème.

Une fois de plus, c'est le service civil qui boit la tasse. En principe, ce ne serait pas une mauvaise idée d'ouvrir les organisations de protection civile aux civilistes. Or le Conseil fédéral veut forcer ces derniers à s'engager dans la protection civile à tout moment, ce qui leur enlève toute sécurité de planification. Il en va de même pour les entreprises qui les emploient.

En même temps, en ce moment, les effectifs de l'armée sont plus hauts qu'ils ne devraient

l'être légalement. Cette même armée dont les membres involontaires sont forcés de rester assis toute la journée à attendre et à se livrer à différentes formes de thérapies d'occupation parce qu'ils n'ont tout simplement pas assez à faire. Pourquoi ne commencerait-on pas par là ? Pourquoi est-ce au service civil, le service dont les membres font un travail précieux au quotidien, de recoller les morceaux ? S'ajoute à cela que, comme le DDPS l'admet lui-même, c'est l'armée qui est la responsable principale de ce manque d'effectifs. En raison de l'aptitude différenciée, introduite en 2015, le nombre de personnes considérées comme aptes au service militaire a fortement augmenté. Avant cette réforme, ces personnes auraient été redirigées vers la protection civile. Il serait donc logique d'approcher le problème par cet angle-là, donc à sa source, au lieu de forcer les civilistes à le résoudre.

©ZIVI, Photo: Gaëtan Bally



SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Objet de l'email : problèmes dans l'armée

Le GSSA ne s'engage pas seulement politiquement, il propose également une antenne de conseils pour les soldats. Chaque jour, plusieurs personnes nous contactent pour nous faire part de problèmes pendant leur service militaire. Ces témoignages nous donnent un aperçu de ce qui se passe à l'armée. JONAS HEEB

C'est un nombre impressionnant de personnes qui nous contactent pour nous parler de leurs difficultés à l'armée. Et nous n'exagérons pas lorsque nous vous disons que nous recevons des messages quotidiennement. Nous observons que, souvent, ce sont tout simplement les informations qui manquent dans l'armée, notamment concernant le service civil ou l'inaptitude, des sujets pour lesquels les recrues doivent faire des recherches pénibles. Par ailleurs, les informations

concernant l'avancement ne sont données qu'à la dernière minute et pas avant. De nombreux soldats et recrues ne connaissent pas assez leurs droits, parce que l'accent est mis sur ce qu'ils doivent faire et non sur ce à quoi ils ont droit.

Il arrive donc que des personnes atteintes de graves problèmes psychiques pendant l'école de recrues ne sachent pas qu'elles ont le droit de contacter un-e psychiatre. Par ailleurs, les recrues entendent toujours qu'elles ne doivent

pas montrer de faiblesse. Souvent, leurs supérieurs ne veulent pas les entendre se plaindre, rendent la prise de rendez-vous chez un médecin inutilement compliquée ou se moquent même ouvertement des recrues et des soldats. Nous savons que cette situation n'est pas la même pour tout le monde à l'armée, mais une certaine forme d'arbitraire sévit, selon de nombreux témoignages que nous avons reçus.

Cet arbitraire se fait ressentir, par exemple, lorsqu'il s'agit de déplacer un service, comme c'était le cas pour ce soldat qui avait une occasion unique de participer à un projet de recherche à l'étranger dans le cadre de ses études. Or, comme il n'a pas pu déplacer ses cours de

répétition, il n'a pas pu y participer. Ensuite, le DDPS et l'armée disent qu'ils encouragent les sportifs d'élite. Toutefois, certains de ces derniers ont dû faire face à de nombreux obstacles venant de l'armée dans ce domaine.

L'armée peut être difficile pour certaines personnes, parfois à tel point que les soldats songent à s'infliger des blessures pour devenir inaptes. Nous vous conseillons volontiers si vous voulez vous opposer à une décision arbitraire de l'armée. Contactez-nous si vous ou une de vos connaissances avez besoin d'aide, par téléphone (079 481 04 60) ou par courriel (gssa@gssa.ch) et nous ferons notre possible pour vous aider.

GUN FREE KITCHEN TABLE

Des repas sans armes – c'est tout ?

Sur le site de Gun Free Kitchen Tables (GFKT), on trouve une liste des associations avec lesquelles l'organisation collabore. Celle-ci montre qu'il s'agit de bien plus que des Kitchen tables sans armes. NOËMI HOLTZ

GFKT collabore entre autres avec les organisations suivantes :

- **Achoti**, une organisation de femmes contre les féminicides
- **Physicians for Human Rights**, qui s'occupe de toutes les personnes qui tombent entre les mailles de la couverture médicale en Israël et en Palestine, donc les sans papiers, les réfugiés et les habitant-es des territoires occupés (Bande de Gaza et Cisjordanie)
- **Abraham Initiative**, qui veut réduire la violence dans les localités arabes
- **Breaking the Silence**, qui permet à celles et ceux qui effectuent leur service militaire de dénoncer les violations des droits humains dans les territoires occupés, afin qu'elles soient rendues publiques
- **Tmura**, le centre pour l'égalité de traitement judiciaire (centre anti-discriminatoire)
- **Psychoactive**, un groupe de psychothérapeutes palestinien-nes et judéo-israélien-nes, qui se concentrent sur la dimension politique de la santé mentale, tant dans leurs thérapies que dans les médias.

L'association Gun Free Kitchen Table, un sous-groupe de l'organisation Frau für Frau a été fondée en 2010 par des juristes arabes et judéo-israéliennes. Le but de GFKT est le désarmement et le contrôle des armes dans l'espace civil israélien et dans les territoires occupés.

C'est lors d'une réunion zoom au printemps 2022 que j'ai rencontré les femmes qui dirigent GFKT, des juristes arabes et israélo-juives. Elles possèdent chacune des connaissances spécifiques à leurs communautés et se rencontrent sur un pied d'égalité.

Elles n'hésitent pas à appeler un chat un chat : plus il y a d'armes, plus elles sont utilisées. GFKT demande donc que, dans un premier temps, les armes soient enregistrées et stockées dans un dépôt central et non plus dans chaque ménage. Le contrôle des armes en Israël peine à être imposé pour deux raisons. D'une part, l'industrie de la sécurité est encore plus développée que chez nous, et d'autre part, ce domaine est fortement privatisé.

Un autre but des femmes de GFKT est de réduire la violence domestique dans toute la société. Cette violence est entre autres due aux confrontations guerrières constantes. L'une des collaboratrices de l'association présente lors de cette réunion zoom a dit que la violence contre les femmes augmentait de 50 % après le retour des hommes du service militaire.

Selon Rela Mazali, l'une des fondatrices de l'organisation, « la société (israélienne) est tellement militarisée que la violence paraît normale. »

L'un des facteurs décisifs pour cette violence est la tradition hiérarchique et patriarcale. En effet, tant dans la culture juive que dans la culture traditionnelle arabe, ce sont les hommes ou les dignitaires religieux masculins qui ont le pouvoir. Cela se retrouve également au-delà du monde religieux, dans le monde séculier. En suivant cette logique, les discriminations doivent être imposées et maintenues ou, pour citer librement Goethe, « et si tu ne veux pas, j'utiliserai la force. »

Hanna Amoury, l'une des collaboratrices de GFKT, qui s'est longtemps engagée contre l'oppression de la population palestinienne, souligne que ces derniers temps, la violence a fortement augmenté au sein de la population arabe. GFKT a fait des recherches dans ce sens et parle désormais non plus de violence, mais d'infractions (ou de « crimes » en anglais), qui, selon GFKT, sont le résultat d'erreurs politiques. Par exemple, cela fait longtemps que le gouvernement ne s'occupe plus de la sécurité de la population arabe, et encore moins de celle des femmes arabes ou bédouines. Cela m'a rappelé une présentation de la directrice d'un refuge pour femmes à Haïfa en Israël qui avait eu lieu avant la construction de la barrière entre Israël et la Bande de Gaza. Elle y décrivait la situation des femmes bédouines au sud d'Israël. Officiellement en Israël, seule la monogamie est acceptée juridiquement. Comme personne ne s'occupe de veiller au respect des lois dans les communautés bédouines, certains hommes ont épousé une deuxième, une troisième ou même une quatrième femme. Si ces femmes sont victimes de violences, elles ne peuvent pas

avoir accès aux refuges pour femmes, puisqu'elles n'existent pas sur le papier.

Lorsque GFKT veut faire entendre son point de vue par les autorités israéliennes, l'organisation est toujours confrontée au même problème : Israël reconnaît certes les personnes arabes en tant qu'individus, mais pas en tant que collectif. Les communautés arabes de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza sont donc fortement contrôlées (barrages routiers et maisons fouillées). Mais l'État ne se préoccupe quasiment pas de ce qui se passe à l'intérieur de la population arabe et ne prête pas vraiment attention à la situation de sécurité locale, notamment celle des femmes.

Selon GFKT, des groupements criminels locaux étaient en contact avéré avec le Shabak, les services secrets intérieurs israéliens. Ces criminels ont eu accès à des armes de l'armée, qui avait égaré plusieurs armes à feu et plus de 1000 munitions. Des armes illégales avaient également été produites en Cisjordanie et ont passé les contrôles militaires avant d'être transportées au centre du pays.

Différents groupes d'action féministes ont partagé des données sur le commerce d'armes et ont échangé à ce sujet. La GFKT et Women against Weapons ont notamment participé à cette conversation. Tant que les groupes criminels n'agissaient qu'au sein de la société arabe, rien ne changeait. Jusqu'en 2010, seules quelques personnes arabes avaient demandé des contrôles. À partir de 2017, toutefois, les meurtres se sont multipliés au sein de la population judéo-israélienne, ce qui a attiré un peu plus l'attention du public sur le commerce et le trafic d'armes et les vols.

Les membres de GFKT récoltent de nombreuses données pour qu'un discours public se crée autour du commerce d'armes. L'année passée, elles ont présenté ces informations devant un tribunal après qu'un ministre avait demandé que la population juive s'arme davantage suite à un attentat terroriste. GFKT a demandé que le parlement puisse se prononcer à ce sujet et que cette affaire ne reste pas entre les mains d'un seul ministre. Gun Free Kitchen Table veut souligner que plus d'armes en circulation ne signifie pas plus de sécurité pour le pays.

Grâce à leurs publications, elles ont déjà pu générer une prise de connaissance sur le fait que la population judéo-israélienne possède de nombreuses armes illégales.

L'organisation s'engage également pour un changement de cap radical de l'armée dans les territoires occupés. Elle souligne que, pour de nombreux-ses Israélien-nes, il était déjà normal que l'armée entre tout simplement dans les maisons dans ces territoires, le plus souvent dans les habitations de la population arabe.

GFKT s'engage donc pour bien plus que des repas sans armes.

GUN FREE KITCHEN TABLE ET LE GSSA

GFKT a une approche féministe et souligne les liens de causalité entre l'armée, les structures patriarcales, la discrimination et la violence dans l'espace public.

Le GSSA et GFKT ont plusieurs points communs. Par exemple l'engagement contre la militarisation de la société, une tendance qui se dessine également chez nous : les femmes à l'armée ou la fusion de la protection civile et du service civil. Les réactions politiques face à l'initiative F-35 indiquent clairement cette direction.



Les avocates du GFKT: Meisa Irshaid (GFKT), Rela Mazali (GFKT), Netta Loevy (Itach-Maaki), Anne Suci (ACRI), Photo: GFKT

Un autre exemple de similarité est l'attention portée au lien entre armes dans l'espace public et violence domestique. GFKT a montré des résultats montrant ce lien.

En Suisse, la situation est similaire. Dans un article sur les drames familiaux du magazine Crimiscopes (n°13, décembre 2006) il est écrit que, tant dans l'absolu qu'en comparaison internationale, la Suisse possède un taux très haut de meurtres dans le cercle familial. Autre détail intéressant à ce propos : les personnes de nationalité suisse utilisent plus souvent des armes à feu que les personnes non-suisse, si l'on considère tous les cas.

Et malgré ces détails, l'initiative pour la protection face à la violence des armes a été refusée aux urnes le 13 février 2011. Grâce à l'UE, nous avons certes bénéficié d'une petite amélioration, mais le travail du GSSA dans ce domaine reste indispensable.

Nous pourrions, comme GFKT, procéder à une analyse plus profonde de la logique violente de la socialisation militaire. En d'autres termes, cela reviendrait à nous demander quels sont les effets de l'éducation à la violence dans l'armée sur la société civile, notamment en ce qui concerne la violence et la santé psychologique.

On retrouve des données et des études sur le site de GFKT qui permettent d'aller plus dans le détail, mais également de montrer l'importance de l'action de cette organisation. Nous pourrions nous inspirer de cette section.

Au centre de la prévention de la violence, on retrouve l'engagement contre toute forme d'oppression. Dans ce contexte, les minorités qui servent de surface de projection dans les structures patriarcales sont interchangeable jusqu'à un certain point, qu'il s'agisse de personnes musulmanes, homosexuelles, LGBT, migrantes, juives ou de femmes « aguicheuses ». L'émancipation sans violence est l'un des points centraux de la prévention de la violence.

C'est dans ce contexte que se situe la naissance du mouvement kitchen table dans les années 1980 aux États-Unis. Des femmes de couleur ont créé un groupe pour traiter des sujets qui leur importaient. Plus tard, ce groupe est devenu un réseau pour toutes les femmes. Dans le monde anglo-saxon, ces « Kitchen tables » ont été utilisées pour aborder d'autres thèmes. Elles ont toutes en commun que des expériences de la vie de tous les jours sont discutées et rendues publiques. Le GFKT se voit comme faisant partie de ce mouvement émancipateur.

Le but du GSSA est de démanteler l'armée et donc les structures militaires patriarcales afin de démontrer que ce projet est possible et ainsi s'engager, en toute modestie, pour un avenir moins violent.

Photo: GFKT, Maciej Rozwadowski



ARMES NUCLÉAIRES

La Suisse doit s'engager pour le désarmement nucléaire !

Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires est d'une importance capitale : si le Conseil fédéral n'est pas contraint juridiquement de s'engager pour le désarmement nucléaire, il essaiera de faire passer la Suisse sous le parapluie nucléaire de l'OTAN. Lors de la dernière AG, après la fin officielle de la rencontre, il était question de lancer une initiative populaire sur le TIAN. LUKAS BÜRGI

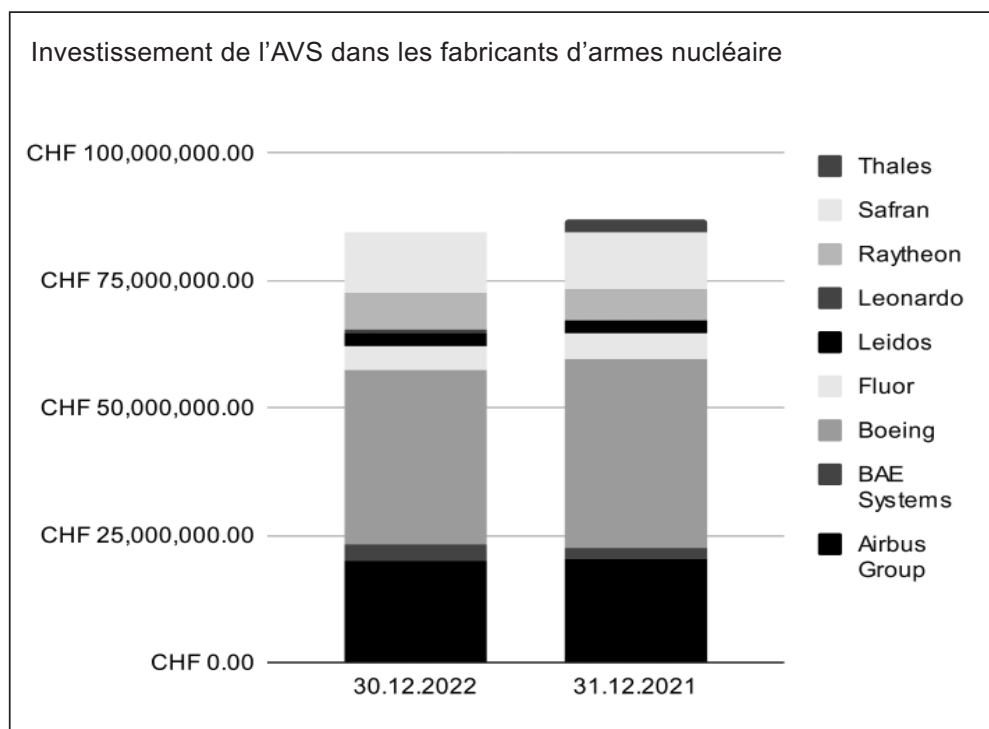
L'utilisation d'armes nucléaires a des conséquences tellement destructrices que, selon des expertes de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies¹, non seulement leur utilisation ou la menace de leur utilisation sont interdites, mais également leur mise au point, leur production, leur stockage et leur possession. Ce n'est pas là un souhait, mais bien la réalité, puisque ces interdictions se basent sur une convention des droits humains de l'ONU de 1966, qui a été ratifiée par 173 États. Cette convention n'est cependant pas le seul traité international interdisant les armes nucléaires. Le Traité de non-prolifération (TNP) contraint, lui aussi, les pays en possession de l'arme nucléaire au désarmement. Pourtant, en Suisse, il est permis de posséder une entreprise qui produit des armes nucléaires. Les parts de la banque nationale, de l'AVS et des entreprises suisses en général dans des entreprises produisant des armes nucléaires sont de 2311 millions, 84 millions et 7110 millions

respectivement. Le problème des traités actuels est qu'il ne sont pas assez explicites et qu'il contiennent déjà des compromis qui permettent aux États de les signer pour ensuite les ignorer. Le TIAN permet de combler ces lacunes. En le signant, le Conseil fédéral serait contraint de s'engager sérieusement, économiquement et diplomatiquement, pour le désarmement. C'est la seule façon d'éviter que le Conseil fédéral retourne constamment sa veste en promettant à la fois de s'engager pour le désarmement nucléaire tout en se soumettant à l'OTAN.



<https://gssa.ch/categorie/materiel-de-guerre/armes-nucleaires/>

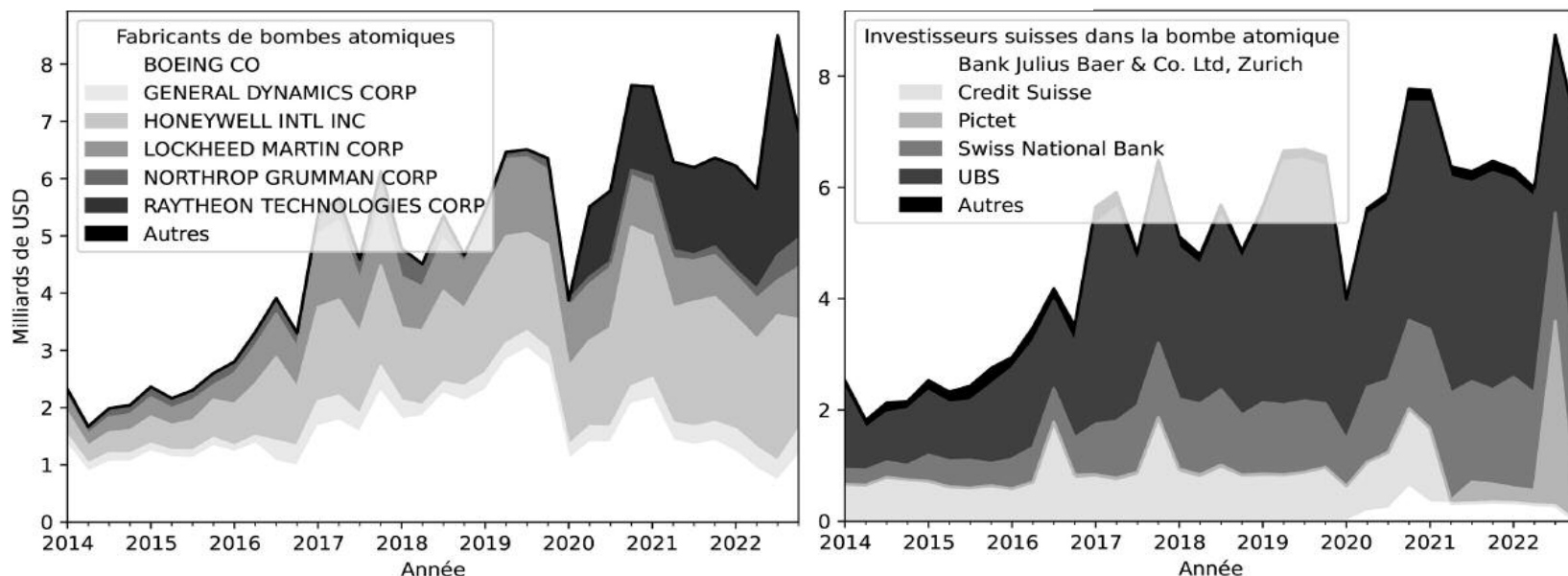
¹Document CCPR/C/GC/36, <https://undocs.org/CCPR/C/GC/36>, paragraphe 66



Cette vue d'ensemble a été créée par le GSSA en utilisant des données du fonds de compensation de l'AVS et du rapport 2022 de *Don't Bank on the Bomb*. Ces données ne couvrent que les investissements directs et ne sont donc pas complètes. Vous trouverez plus d'informations sur <https://github.com/lukas-buergi/compenswiss-nuclear-weapons>

Pour les graphiques suivants : investissement d'entreprises suisses dans des fabricants de bombes atomiques au fil des trimestres, en milliards de dollars. Les deux statistiques montrent les mêmes investissements. Dans le premier, ils sont séparés par producteurs de bombes atomiques et dans le deuxième par entreprise suisse. Le GSSA a créé ces graphiques à l'aide de données de l'organisme de contrôle des marchés financiers américains et des rapports 2014 à 2022 de *Don't Bank on the Bomb*. Ces représentations n'incluent pas tous les investissements dans les entreprises productrices d'armes atomiques, il ne s'agit que de valeurs minimales.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur <https://github.com/lukas-buergi/usa-sec>



SCÉNARIOS D'AVENIR

Revenons sur l'année 2043

Le monde n'est pas réjouissant en ce moment. On serait tenté-e de perdre espoir, compte tenu des scénarios d'horreur pour l'avenir omniprésents. Pourtant, objectivement, une évolution positive est tout aussi possible. Ce que nous décrivons ici ne deviendra très certainement pas réalité – mais ça le pourrait. ANDREAS WEIBEL

La situation est la même pour toutes les révolutions : en amont, elle semble impossible et après coup, elle semble inévitable. C'était le cas pour l'Union soviétique à la fin des années 1980, et en Russie au début des années 2030. À ce moment-là, la Russie était en guerre depuis 10 ans. Celle-ci a commencé en Ukraine et s'est transformée en guerre civile opposant le gouvernement central et quelques seigneurs de guerre après le retrait des troupes. Après un certain temps, le gouvernement n'a plus réussi à faire accepter les vagues de recrutement successives, le déclin économique et la répression violente à la population.

Et tout à coup, le mouvement était né, tel un raz de marée démocratique, mené par des femmes et des enfants. Aucun gouvernement ne

peut tenir si 10% de la population se rassemble dans les rues.

UNE DEUXIÈME CHANCE

Le sommet historique du Conseil de sécurité des Nations Unies à Addis Abeba a posé les jalons pour que l'ONU ait le monopole de la sécurité mondiale, rôle pour lequel elle avait été conçue initialement. Les pays du Sud s'étaient alliés à des pays neutres pour faire en sorte que les quelques puissances nucléaires restantes signent le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Après des années de peur nucléaire pendant la guerre civile russe, il était devenu évident que plus personne ne devrait pouvoir utiliser l'arme nucléaire pour faire du chantage au monde entier.

La génération qui est au pouvoir en Russie depuis bientôt dix ans a un but précis : redevenir membre à part entière de la communauté internationale. La Chine a, elle aussi, tout intérêt à renforcer la sécurité collective. Car pour Pékin, les défis démographiques que représentent la décroissance et le vieillissement de sa population sont devenus trop importants et ne permettent plus au pays de participer à la course à l'armement. De leur côté, après des années de sécheresse catastrophique à l'ouest et au sud du pays, les États-Unis soutiennent aujourd'hui tout projet permettant de mobiliser des fonds pour lutter contre la crise climatique.

LA SUISSE A TROUVÉ SON RÔLE

En Europe, il ne reste que quelques armées nationales, et actives uniquement lors d'occasions festives officielles. La majeure partie des troupes sont sous l'autorité de l'UE depuis la fin des années 2020. À Addis Abeba, l'un des points centraux de discussion était l'intégration des troupes russes dans cette structure. La Russie a réussi à imposer ses conditions, qui étaient de transférer la direction de troupes européennes à l'ONU.

Il y a deux ans, la Suisse a fait décoller un F-35 pour la dernière fois. À cause de l'explosion des coûts, la Suisse n'avait reçu que 12 avions de chasse. Ce scandale avait mené à la démission de Viola Amherd, mais également à des enquêtes pour corruption à l'encontre de plusieurs employés de l'administration fédérale, qui avaient adapté la liste des critères d'achat pour que seuls les F-35 les remplissent.

La Suisse avait, pendant longtemps, cherché son rôle dans ce monde en changement. La mise en commun des troupes européennes avait finalement rendu l'armée suisse complètement obsolète. Cette dernière étant une armée de milice, elle n'avait pas pu être intégrée dans l'organisation européenne. Il avait donc été décidé que la Suisse coordonnerait l'aide en cas de catastrophe au niveau européen. Cela implique la gestion de grands stocks de matériel, d'une flotte d'hélicoptères conséquente, ainsi que d'un grand nombre de professionnels et de bénévoles, qui peuvent être rapidement déployés en Europe et dans le monde en cas de besoin. C'est ainsi que la Suisse a retrouvé son rôle dans la communauté internationale : être le bastion de l'aide humanitaire.

LA DERNIÈRE

UN ÉPISODE DANS L'HISTOIRE DU GSSA

Le GSsA contre les avions de chasse : une histoire aux succès surprenants

Depuis les années 1990, le GSsA lutte contre l'achat d'avions de chasse, indépendamment du modèle. Certes, seul un projet d'acquisition a pu être stoppé, mais le véritable succès est la crainte que nous inspirons à nos adversaires. Voici une chronologie incomplète. JORIS FRICKER

Le combat du GSsA contre les avions de chasse commence avec un événement dont les conséquences politiques se font encore ressentir aujourd'hui. En 1992, le GSsA, qui n'avait alors que dix ans, a réussi à récolter 500'000 signatures contre les F/A-18 en tout juste 32 jours. Malheureusement, en fin de compte, le jet a tout de

même été acheté. C'était le début d'une relation d'amour-haine entre le GSsA et l'achat de nouveaux avions de chasse, dont le fort pouvoir de mobilisation subsiste jusqu'à aujourd'hui. En 2008, le GSsA lançait une initiative pour un moratoire sur l'achat de nouveaux jets, afin de contrecarrer aussi tôt que possible les plans du

Conseil fédéral dans ce domaine. Finalement, ce dernier nous a devancé en reportant son projet, suite à quoi, nous avons retiré notre initiative. À noter qu'à l'époque déjà, le parlement n'était pas opposé à des façons douteuses de procéder : en accélérant l'achat des avions, il a mis sous pression le ministre de la défense, Ueli Maurer, qui a finalement choisi le Gripen. Toutefois, les chances de ce modèle étaient minces, dès le début. Pendant la campagne de votation, les rôles ont été répartis stratégiquement et le GSsA n'était pas trop sur le devant de la scène. Finalement, l'achat du Gripen a bel et bien pu être évité. Cette victoire a durablement renforcé les voix contre l'achat de nouveaux jets. Les résultats lors de la dernière votation à ce sujet, en 2020, étaient donc très serrés, et au final, ce sont 80'000 voix qui ont fait la différence et scellé l'achat d'un nouveau modèle. La suite, donc la manière dont le choix de la Confédération s'est porté sur le F-35, est bien connue. Or, cette fois, ce n'est pas le peuple qui a joué les trouble-fêtes, mais le Conseil fédéral avec ses agissements anti-démocratiques. Ce qui est bien pire.

Au revoir, David et bienvenue Kilian !

Le secrétariat de Genève a commencé l'année avec une équipe légèrement modifiée. Début Février, nous avons dû dire au revoir au Lausannois David Raccaud. C'est le Neuchâtelois Kilian Bello qui a pris sa place et qui apporte de nouvelles compétences au sein du secrétariat.

David Raccaud travaillait au secrétariat de Genève depuis 2021 et y avait de nombreuses responsabilités. Dans ses contributions, il a abordé différents sujets d'un angle antimilitariste. Il a su montrer à quel point il est rapide, sérieux et perspicace. Afin de pouvoir se concentrer sur sa formation, David a décidé de mettre un terme à son engagement pour

le GSsA. Nous tenons à le remercier pour son travail et lui souhaitons bonne chance pour la suite.

C'est Kilian Bello qui a remplacé David au sein du secrétariat genevois. Le Neuchâtelois apporte un vécu intéressant et est vite devenu l'un des piliers de l'équipe grâce à sa fiabilité, ses compétences et son sens de l'entraide. Pendant son Master, il a participé à des projets internationaux, notamment dans les domaines des droits humains et de la paix. Il s'engage par ailleurs comme enseignant de français pour les personnes réfugiées. Nous nous estimons très heureux-ses de pouvoir compter parmi nous un collaborateur si précieux et souhaitons la bienvenue à Kilian !

GREGOR,
les histoires de
l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	Stop the Army	unisex		OS OM OL OXL	Fr. 20.-	
	Defend Earth, End War	unisex		OS OM OL OXL	Fr. 20.-	
	Defund Military, Cultivate Peace	unisex		OS OM OL OXL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 5.-
Somme totale de la facture						

Commande: **GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____